

---

## « Nous nous battons jusqu'à ce que nos terres nous soient rendues. » : Résistance paysanne aux plantations de palmiers à huile en Indonésie

Nous sommes des paysans qui vivons en Indonésie, le premier producteur mondial d'huile de palme. Nous écrivons depuis l'île des Célèbes (Sulawesi), où le gouvernement et le secteur privé portent des projets visant à étendre les plantations de palmiers à huile sur près d'un million d'hectares, dans le cadre de l'ambitieux projet du « Sulawesi Palm Oil Belt » (1). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan national qui prévoit à porter la superficie de ces plantations à 20 millions d'hectares. Dans notre région, le district de Buol, nous avons constaté de nos propres yeux les effets négatifs de projets comme celui-ci sur les communautés paysannes, les forêts et l'environnement en général. C'est pourquoi, depuis 2022, nous nous organisons au sein du Forum des paysans du programme Plasma de Buol (FPPB), une association de paysans touchés par les programmes de partenariat dans le secteur de l'huile de palme qui ont pour objectif de défendre les droits des paysans et des travailleurs des plantations dans ce secteur.

Revenons au début. Le palmier à huile n'est pas originaire d'Indonésie. Cette plante a été introduite par le gouvernement colonial néerlandais puis largement cultivée dans des plantations en monoculture. Son expansion a été rapide et se poursuit encore aujourd'hui : en 2023, la superficie totale des plantations de palmiers à huile en Indonésie avait dépassé 16 millions d'hectares – soit presque la taille de la Tunisie. Cette immense superficie a été constituée en une période relativement courte, en grande partie grâce à des pratiques d'expansion agressives menées par de grandes sociétés.

Beaucoup d'entre nous, paysans, se souviennent encore de l'arrivée des premiers palmiers à huile aux Célèbes. À l'époque, nous ne savions même pas à quoi ressemblait le fruit ni quel goût il avait. Dans le district de Buol, la société PT Hardaya Inti Plantations (PT HIP) a été la première à introduire le palmier à huile dans les années 1990. Cela a marqué une transformation majeure qui continue d'influencer nos vies jusqu'à aujourd'hui.

L'arrivée de l'agrobusiness à Buol s'est accompagnée d'une déforestation massive. Des forêts qui constituaient autrefois des espaces de vie et des sources de subsistance pour la communauté ont été rasées pour faire place aux plantations de palmiers à huile. PT HIP a obtenu un permis de plantation sur 22 828 hectares de terres, qui a eu un impact direct sur au moins 6 500 familles paysannes. Leurs terres coutumières et leurs forêts ont été accaparées sans leur consentement et remplacées par des monocultures de palmiers à huile.

Mais l'invasion par les plantations de palmiers à huile ne s'est pas arrêtée là. Au-delà de la zone de concession autorisée, la société a également occupé illégalement environ 5 400 hectares de terres appartenant aux paysans. Cet accaparement de terres s'est poursuivi pendant des années sans qu'aucune justice ne soit rendue aux communautés. En 2012, un grand scandale a éclaté au plus fort de ces accaparements, quand la propriétaire de la société, Mme Siti Hartati, a été condamnée à une peine de prison par la Commission d'éradication de la corruption (KPK) pour avoir versé des pots-de-vin au régent de Buol. Le pot-de-vin était lié au traitement d'un droit d'usage des terres (HGU) couvrant des zones dans lesquelles la société avait déjà installé des plantations sans aucun

---

permis légal.

Afin d'étendre son monopole dans notre région, PT HIP a mis en place en 2008 un programme de partenariat à travers le dispositif dit « noyau-plasma ». Dans le cadre de ce dispositif, la société a encore agrandi ses plantations. (2)

## **Le programme de partenariat « plasma »**

Le programme, connu sous le nom de Partenariat noyau-plasma, a été promu par le gouvernement indonésien avec le soutien de la Banque mondiale. Il a été présenté comme une voie vers une prospérité partagée, et la société a fait de nombreuses promesses : les paysans recevraient des parcelles « plasma », obtiendraient une part équitable des bénéfices et échapperaient au piège de la pauvreté. Mais derrière toute cette rhétorique se cachait une stratégie visant à renforcer le contrôle de la société sur nos terres.

En théorie, le programme semblait prometteur. Le nom « plasma » a été emprunté au modèle d'une cellule biologique : le noyau représente la société, tandis que le plasma désigne les coopératives paysannes qui l'entourent, et sont censées travailler ensemble dans le cadre d'une relation mutuellement bénéfique. Selon ses dispositions, le programme plasma oblige même les sociétés à établir des plantations pour les communautés locales sur au moins 20 % de la superficie totale des concessions qu'elles obtiennent. En d'autres termes, les sociétés sont censées réserver une partie de leur concession aux petits exploitants, qui gèrent alors des parcelles de palmiers à huile. Les sociétés sont également censées fournir un soutien technique et garantir l'achat des récoltes des petits exploitants.

Cependant, dans notre région, la réalité s'est avérée très différente. Au lieu de partager des terres de la zone de concession que la société contrôlait déjà, PT HIP a utilisé le programme plasma comme un outil pour renforcer son emprise sur les terres des populations du district de Buol. Les parcelles plasma n'ont pas été prélevées sur la concession de la société, mais sur les terres des paysans eux-mêmes. Autrement dit, un programme censé améliorer le bien-être de la communauté est devenu un instrument de spoliation foncière et de domination par la société.

À cette époque, en tant que propriétaires fonciers, nous avons été invités à rejoindre le programme plasma. Les promesses de la société semblaient très convaincantes, et beaucoup d'entre nous ont été tentés de participer. La société promettait la prospérité et la possibilité pour nos enfants d'aller au lycée, voire à l'université. Mais jusqu'à présent, aucune de ces promesses n'a été tenue. Un grand nombre de nos familles ont fait des sacrifices, et pourtant nos droits ne sont toujours pas reconnus.

Depuis que nous avons conclu le partenariat avec PT HIP, aucune formation ni assistance technique n'a été fournie sur la manière de planter, d'entretenir ou de gérer les palmiers à huile. La société ne cherche qu'à faire le maximum de profits, tandis que ceux d'entre nous qui ont perdu leurs terres se retrouvent sans informations et sans garanties. Elle a promis à plusieurs reprises un système de partage des bénéfices, mais ce que nous avons vécu était tout le contraire : la prospérité n'est jamais arrivée. Nous n'avons pris conscience des véritables conséquences de notre décision que lorsqu'il était déjà trop tard.

Ce que nous avons constaté, c'est que, dans la pratique, le partenariat noyau-plasma dans les plantations de palmier à huile nuit en réalité aux propriétaires fonciers. Ce programme s'est transformé en un système de spoliation foncière déguisé, les coopératives et les partenariats servant de couverture(s) à des mécanismes qui fonctionnent comme une « spirale de l'endettement » pour les paysans. Dans notre région, le programme de partenariat pour l'huile de palme a donné lieu à

---

une exploitation généralisée, impliquant non seulement les grandes sociétés productrices d'huile de palme, mais aussi des fonctionnaires et des dirigeants de coopératives corrompus. En conséquence, environ 4 934 paysans, possédant plus de 6 746 hectares de terres et organisés en sept coopératives, en sont devenus les victimes.

Tous les revenus des plantations sont gérés directement par PT HIP en collaboration avec les administrateurs des coopératives, mais les propriétaires fonciers reçoivent rarement des informations claires et suffisantes sur la mise en place des plantations, leur entretien, la récolte ou la vente des régimes de fruits frais. Autrement dit, nous, propriétaires fonciers, n'avons pas été traités comme des partenaires égaux, mais plutôt comme des invités indésirables sur nos propres terres.

Pendant près de 17 ans, nous avons vu des camions quitter nos terres, chargés de centaines de tonnes de fruits. Les fruits de palme extraits de nos sols ont été vendus et exportés vers des géants mondiaux tels que Nestlé, Hershey's, Cargill, General Mills, PepsiCo, Danone, Unilever, et bien d'autres. Pourtant, en tant que propriétaires légitimes des terres, nous n'avons jamais reçu une part équitable des bénéfices de ces plantations. Au contraire, nous avons été écrasés par des dettes de plus en plus lourdes, tandis que s'accumulaient contre nous des accusations, au lieu du partage des bénéfices attendu. En fait, aujourd'hui nous sommes prisonniers de la dette. Non pas parce que nous n'avons pas travaillé, mais parce que le programme de partenariat a été conçu dès le départ pour profiter à la société, et non pour garantir le bien-être des paysans.

Depuis 2020, PT HIP affirme que les paysans des sept coopératives agricoles de Buol doivent rembourser une dette d'environ 590 milliards de roupies (soit environ 37 millions USD). Selon la société, cette dette provient de prêts bancaires qui auraient été utilisés pour lancer le partenariat, ainsi que de frais excessifs imposés arbitrairement et qui ne figuraient pas dans le contrat : frais de gestion, frais généraux, coûts d'entretien et divers prélèvements cachés.

Nous demandons : d'où vient cette dette ? Nous n'avons jamais reçu le moindre des bénéfices annoncés pour cet arrangement. Les récoltes se poursuivent, des camions chargés de noix de palme quittent nos terres, mais nous n'avons jamais vu la moindre part des bénéfices. Au contraire, la dette continue de s'accumuler, et elle n'est jamais expliquée ni justifiée. Chaque fois que nous interrogeons la société, sa seule réponse est : « *C'est votre dette.* » Il n'y a aucune transparence.

Ce programme expose nos terres au risque d'une saisie. L'absence de véritable contrôle gouvernemental sur les pratiques de partenariat dans l'huile de palme a plongé les paysans dans une spirale infernale de dettes. La situation est aggravée par les administrateurs des coopératives, qui agissent souvent contre les intérêts des propriétaires fonciers.

Ainsi, ce partenariat a privé les propriétaires fonciers des moyens de subsistance qu'ils tiraient autrefois de leurs terres. Beaucoup ont été contraints de travailler comme ouvriers agricoles sur des terres qui leur appartenaient autrefois. Un bon nombre ont été obligés d'accepter des emplois informels, sans garantie de sécurité sur le lieu de travail ni respect de leurs droits fondamentaux. Ce n'est pas par choix qu'ils font ce travail, mais par nécessité. Avec de maigres salaires et des conditions de travail dangereuses, de nombreuses familles vivent désormais dans des conditions bien éloignées de la prospérité promise autrefois par la société. Certains ont été contraints de quitter leur village pour chercher du travail ailleurs. De ce fait, de nombreuses femmes se retrouvent sans leur mari, et doivent désormais assumer un double fardeau : prendre soin de leur famille tout en luttant pour la subsistance quotidienne.

Au-delà des répercussions sociales et économiques, la présence de grandes plantations de palmiers

---

à huile a également entraîné des changements dévastateurs pour notre environnement et notre culture traditionnelle. Non seulement nous sommes confrontés au risque de pauvreté, mais également à la destruction des écosystèmes qui sont la base de notre subsistance.

Avant l'arrivée du palmier à huile, nous pratiquions diverses cultures vivrières telles que le riz, les patates douces, le maïs et divers légumes. Nous menions une vie autosuffisante et assez prospère. Cependant, depuis le lancement du programme d'huile de palme, ces cultures vivrières diversifiées ont été éliminées et remplacées par des monocultures de palmiers à huile. En raison de la déforestation, les forêts qui absorbaient autrefois l'eau de pluie ont disparu. Les conséquences sont graves : s'il pleut pendant ne serait-ce qu'une demi-heure, nos rizières sont immédiatement inondées. Nous sommes fréquemment confrontés à des mauvaises récoltes, ce qui nous oblige à replanter sans cesse simplement pour maintenir la production.

Ces dégâts ont affecté non seulement l'agriculture, mais aussi l'écosystème forestier. La faune endémique qui faisait autrefois partie de notre quotidien est aujourd'hui de plus en plus difficile à trouver. Le buffle nain (anoa) et le calao des Célèbes, que l'on voyait autrefois fréquemment, ont aujourd'hui presque disparu, car leurs habitats ont été remplacés par de vastes plantations de palmiers à huile.

Conscients de l'ampleur des pertes, nous avons créé en 2022 le Forum des paysans du programme plasma de Buol (FPPB). Ce forum sert de plateforme collective pour partager des informations, rassembler des documents essentiels, faire connaître nos préoccupations et défendre les droits des propriétaires fonciers qui ont été lésés pendant plus d'une décennie par ces pratiques de partenariat injustes.

## **Mouvement de résistance**

Ce qu'il nous reste, à nous, paysans, c'est la précieuse leçon tirée de cette expérience amère et la détermination à poursuivre notre lutte. Pour le FPPB, le combat central et le plus difficile consiste à récupérer les terres des paysans qui ont été pris au piège du programme de partenariat. Nous affirmons que ces terres doivent être rendues à leurs propriétaires légitimes, et ne peuvent être échangées ou troquées pour résoudre des conflits. Nous croyons que, grâce à une lutte collective, cet objectif peut être atteint, pas à pas.

En outre, nous nous battons également pour améliorer le système de partenariat afin que les profits issus de la production d'huile de palme soient distribués de manière équitable et transparente aux paysans propriétaires fonciers. Nous exigeons une indemnisation pour les pertes subies pendant la période de partenariat, dont 17 ans sans partage des bénéfices, ainsi qu'une indemnisation pour les cultures secondaires et les rizières qui ont été rasées et remplacées par des plantations de palmiers à huile sans notre consentement préalable.

Au cours des dernières années, nous avons entrepris diverses actions d'organisation, de plaidoyer et de sensibilisation. Nous avons obtenu des avancées significatives, notamment en 2024, lorsque la Commission de surveillance de la concurrence (KPPU) de la République d'Indonésie a jugé que PT Hardaya Inti Plantations (HIP) avait enfreint les principes de partenariat dans ses relations avec les coopératives paysannes. Ce jugement a renforcé les preuves de l'injustice dont nous dénonçons l'existence depuis longtemps. En outre, la Commission nationale des droits de l'homme (Komnas HAM) a émis une recommandation officielle indiquant que des violations des droits humains avaient été commises à l'encontre des paysans qui luttaient pour leurs droits fonciers. Ces conclusions confirment que notre lutte ne repose pas sur des accusations infondées, mais sur une réalité documentée et reconnue par des institutions d'État.

---

Cependant, notre combat a toujours été la cible de pressions et de réactions agressives de la part de la société (3)(4). PT HIP a eu recours à des actes de violence excessifs à plusieurs reprises pour saper les revendications des agriculteurs. Les propriétaires fonciers ont exigé des négociations équitables et transparentes, mais la société n'a jamais répondu favorablement à ces demandes. Pendant ce temps, des militaires et des policiers ont été déployés en permanence pour réprimer les manifestations pacifiques des paysans sur les plantations de petits exploitants. Suite à leur participation aux manifestations et aux grèves de 2024 et 2025, un total de 27 familles paysannes, y compris des femmes et des enfants, ont fait l'objet d'une criminalisation en 2024 et 2025. Actuellement, trois paysans font l'objet de poursuites judiciaires devant les tribunaux et la police, ce qui est devenu un aspect essentiel de l'accompagnement et du soutien du FPPB.

Les femmes subissent de plein fouet les conséquences négatives de l'expansion des monocultures de palmiers à huile à Buol. Beaucoup sont contraintes d'assumer seules la charge du foyer et la gestion des terres - leurs maris ayant été emprisonnés pour avoir participé à des manifestations, ou contraints d'émigrer pour chercher du travail. Cette situation accroît encore la vulnérabilité des femmes et des enfants dans notre communauté.

Compte tenu de tous ces impacts, nous rejetons fermement le programme du « Sulawesi Palm Oil Belt ». Nous sommes convaincus que l'expansion à grande échelle des monocultures de palmier à huile ne fera qu'aggraver les crises sociales, économiques et environnementales qui perdurent depuis des décennies. Ce projet peut profiter à quelques-uns, mais il ne bénéficie clairement pas aux paysans, aux propriétaires fonciers et aux populations du district de Buol.

## **Retour aux racines ancestrales**

Les menaces sur nos vies sont réelles – qu'il s'agisse de la pression économique ou de la criminalisation – mais rien de tout cela ne nous a dissuadé de poursuivre notre lutte. Au contraire, au milieu de ces pressions, nous nous efforçons de revenir à nos racines culturelles et aux traditions agricoles ancestrales, qui ont été fragilisées par l'expansion destructrice des plantations de palmier à huile à grande échelle qui entourent notre village.

Notre objectif principal est d'organiser les paysans, métayers et travailleurs des plantations, en mettant l'accent sur le renforcement du rôle des femmes dans le développement des villages et la promotion de pratiques agricoles durables sans pesticides. Nous mettons en œuvre ces pratiques grâce à la méthode traditionnelle Mopalus, un système d'échange de main-d'œuvre entre agriculteurs qui constitue depuis longtemps le fondement de la solidarité au sein de notre communauté.

L'agriculture sans pesticides n'est pas seulement une technique agricole ; c'est une forme de résistance contre l'expansion de l'huile de palme et les monopoles fonciers des sociétés qui ont depuis longtemps perturbé les systèmes d'irrigation, menacé nos sources d'eau potable et se sont emparées de nos terres par le biais de partenariats. De cette manière, nous nous efforçons de reconstruire la souveraineté alimentaire et de fournir des aliments sains, ancrés dans la culture locale et la durabilité environnementale.

Par ailleurs, nous nous engageons à préserver les forêts restantes afin qu'elles servent de zones tampon pour les sources d'eau potable de nos villages. Les forêts constituent notre dernier rempart face à l'aggravation des sécheresses et des inondations ces dernières années, qui ont été causées par la déforestation à grande échelle due aux plantations de palmiers à huile et aux activités minières.

---

## Le message

Notre message à toutes les communautés, où qu'elles soient, est le suivant : si une société souhaite s'implanter dans votre région et prétend vouloir établir un partenariat avec vous, n'acceptez pas. Ne reproduisez pas ce que nous vivons actuellement. Nous devons être autonomes, gérer nos propres terres et éviter de dépendre de partenaires extérieurs. Ce dont nous, paysans, avons besoin, c'est du soutien du gouvernement et de l'État. Tout d'abord, nous avons besoin de terres à cultiver pour pouvoir subvenir à nos besoins. Ensuite, nous avons besoin que le gouvernement fournisse des capitaux afin que nous puissions cultiver ces terres.

En ce qui concerne notre lutte, nous devons rester unis ; nous ne pouvons pas renoncer à défendre nos droits. Nous devons continuer à aller de l'avant. Ici, dans notre région, malgré les menaces, nous continuons à aller de l'avant et à nous battre jusqu'à ce que nos terres nous soient restituées. Il y a de l'espoir. Voilà notre message à tous nos amis.

Enfin, nous invitons toutes les parties à nous soutenir, en particulier à l'international, car de nombreux pays sont également producteurs et consommateurs de produits à base d'huile de palme. Nous espérons que toutes les parties concernées contribueront à résoudre les problèmes liés au partenariat noyau-plasma dans le district de Buol, dans le Sulawesi central, en Indonésie, et veilleront à ce que les droits des paysans propriétaires fonciers soient respectés et garantis par HIP.

**Texte rédigé par des membres du Forum des paysans du programme plasma de Buol (FPPB)**

## Références

- (1) Mongabay, 2024. [Indonesia palm oil lobby pushes 1 million hectares of new Sulawesi plantations](#)
- (2) Grain, 2014. [Long struggle against Indonesia oil palm land grab](#)
- (3) Mongabay, 2024. [Indonesian palm oil firm clashes with villagers it allegedly shortchanged](#)
- (4) Watchdo Documentary, 2025. Buol Bertahan di Tanah Harapan ([video](#))